

Les Travaux de l'Institut

BILAN ET PERSPECTIVES

20
24.

Institut
Terram
Penser, innover, agir
pour nos territoires

Notre —— *activité*

PENSER, INNOVER ET AGIR POUR NOS TERRITOIRES	05
INTRODUCTION	05
NOS VALEURS	06
NOS INSTANCES	08
NOS PARTENAIRES	10
LANCEMENT DE L'INSTITUT TERRAM	12
PRÉSENTATION DES HUIT ÉTUDES (AVRIL–DÉCEMBRE 2024)	14
RÉFORME TERRITORIALE : POUR UNE DÉMOCRATIE LOCALE À L'ÉCHELLE DES BASSINS DE VIE	16
JEUNESSE ET MOBILITÉ: LA FRACTURE RURALE	20
PROMOUVOIR LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE POUR UNE INTÉGRATION EUROPÉENNE EFFICACE	24
TRÈS PETITES ENTREPRISES : UNE FORCE ÉCONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	28
COMPRENDRE LA GÉOGRAPHIE DU VOTE RN EN 2024	32
FRANCOPHONIE DES TERRITOIRES : ANCRAGE LOCAL, RAYONNEMENT INTERNATIONAL	36
L'IMAGINAIRE TERRITORIAL DES MARQUES	40
LES RURAUX FACE AUX DÉCHETS SAUVAGES : PRINCIPES, PRATIQUES, ATTENTES	44
LE SON DES TERRITOIRES	48
SITE INTERNET ET NEWSLETTER	52
NOS CHIFFRES CLÉS DANS LES MÉDIAS	54
NOUS SOUTENIR	56

20
24.



L'Institut Terram porte la conviction que la dimension territoriale offre un cadre d'analyse privilégié pour appréhender les bouleversements économiques, sociaux et culturels à l'œuvre.”

VICTOR DELAGE

Fondateur de l'Institut Terram

INTRODUCTION

Penser, innover et agir pour nos territoires.

L'Institut Terram est un groupe de réflexion collégial et multidisciplinaire dédié à l'étude des territoires. Il fait de la dynamique territoriale un pilier central de l'innovation économique, industrielle et numérique, de la préservation de l'environnement et de la décarbonation, de l'accès aux services publics, de la valorisation du patrimoine culturel et de la cohésion sociale.

Par ses travaux, il contribue à revitaliser le débat public, facilite les échanges d'idées et est à l'initiative de recommandations concrètes au service de l'intérêt général. Son expertise repose sur la diversité des acteurs et la synergie de compétences. Il réunit des chercheurs, des experts, des représentants d'entreprises, des fonctionnaires et des acteurs de la société civile. L'Institut Terram est une association à but non lucratif et un think tank indépendant, sans affiliation politique. Le soutien des entreprises et des particuliers permet le déploiement de ses activités.

NOS — *valeurs*

01.

TERRITOIRE

La connaissance des territoires est indispensable pour rendre compte des transformations de la société française. Il faut sortir de concepts globalisants, que l'on applique trop souvent de manière uniforme à l'ensemble du pays, pour s'intéresser à la diversité des espaces de vie qui nous entourent.

02.

INNOVATION

L'innovation est au cœur de notre réflexion. Nous œuvrons pour faire de nos territoires des laboratoires vivants de l'innovation économique et sociale, où de nouvelles pratiques en matière d'urbanisme, de développement durable, d'inclusion et de numérisation doivent émerger et se diffuser.

03.

DÉMOCRATIE

Les territoires sont l'une des réponses à la crise démocratique. L'habitant-citoyen doit être un artisan de la transformation des territoires. Personne ne peut être exclu lorsque des décisions affectant son quotidien sont en jeu, que l'on réside au centre-ville, en zone périurbaine ou loin des villes.

04.

INDÉPENDANCE

Transparence et concertation sont les piliers de notre action pour favoriser des politiques publiques adaptées aux usages et aux besoins locaux. Nos propositions sont basées sur des analyses rigoureuses et une diversité d'expertises.

Nos instances

Conseil d'administration



VICTOR DELAGE

Victor Delage est le fondateur de l'Institut Terram. Il enseigne à Science Po Grenoble et est l'auteur de plusieurs publications.



CHARLOTTE AUMAÎTRE

Charlotte Aumaître est responsable du pôle économique et affaires publiques à la direction de l'Engagement de la Macif.



SALOMÉ BERLIOUX

Salomé Berlioux est la fondatrice et directrice générale de Rura (ex-Chemins d'avenirs). Elle est notamment l'auteure des *Invisibles de la République* (2019, Robert Laffont).



THIBAUT BOUSQUET

Thibaut Bousquet est directeur des Affaires publiques de la CAPEB. Il est président du comité de perfectionnement pédagogique du master Affaires publiques de l'Institut catholique de Paris.



JONATHAN CHABERT

Jonathan Chabert est chef de clinique universitaire-assistant des Hôpitaux de psychiatrie au sein de l'université Paris-Est-Créteil et des Hôpitaux universitaires Henri-Mondor.



JEAN-CHRISTOPHE COMBE

Jean-Christophe Combe est Directeur Marketing, Innovation, Développement Durable et Engagement du groupe Keolis. Il est ancien ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées.



MÉLODIE DENEUVE

Mélodie Deneuve est directrice des relations extérieures et de la communication de la Mutualité française.



MARIE-NOËLLE DUVAL

Marie-Noëlle Duval est la directrice générale de l'éco-organisme Alcome.



MANON FEYDEL

Manon Feydel est avocate au barreau de Paris spécialisée en droit de la propriété intellectuelle.



NIELS GAUBERT

Niels Gaubert est directeur associé chez Havas Paris. Il dirige Havas Territoires, l'entité de l'agence qui accompagne les entreprises à enjeux locaux et les acteurs publics décentralisés.



MYASSA DJEBARA

Myassa Djebara est responsable des affaires publiques pour la France, la Belgique et le Luxembourg chez Airbnb France.



LAURENT OBADIA

Laurent Obadia est directeur général adjoint en charge des parties prenantes et de la communication du groupe Veolia.



THIERRY RAEVEL

Thierry Ravel est directeur des relations parlementaires et territoires chez Engie. Il est aussi président et fondateur d'HYmpulsion, une structure hydrogène.



CLÉMENT ROUXEL

Clément Rouxel est directeur de la communication et de l'engagement et membre du comité exécutif d'Axa France

NOS — partenaires

L'Institut Terram est fier de compter parmi ses partenaires des entreprises, organisations et associations de renom, reconnues pour leur engagement et leur impact positif sur les territoires. Depuis notre lancement en avril 2024, leur soutien et leur confiance renouvelés constituent un levier essentiel pour nos initiatives, en particulier dans la production et la diffusion de réflexions innovantes pour les territoires.

ALCOME
L'éco-organisme pour la réduction
des mégots dans l'espace public



RURA
Révéler le potentiel de la jeunesse des territoires



**TERRITOIRES
HAVAS**

KEOLIS



25 avril 2024, soirée de lancement de l'Institut Terram

Le 25 avril 2024, l'Institut Terram a organisé, avec le soutien d'Havas Territoires et de l'Agence Verte, sa soirée de lancement. Chercheurs, experts, membres fondateurs, partenaires, fonctionnaires et acteurs de la société civile : au total, plus de 250 personnes étaient présentes pour ce moment fédérateur.

PARIS
25 AVRIL 2024

LANCEMENT DE L'INSTITUT TERRAM

Victor Delage, fondateur de l'Institut Terram, a partagé l'histoire de la genèse de ce think tank et évoqué les défis rencontrés, les moments clés et les motivations profondes qui ont nourri ce projet.

Salomé Berlioux, fondatrice et directrice générale de Rura (ex-Chemins d'avenirs), et Jérôme Fourquet, directeur Opinions et Stratégies à l'Ifop, ont présenté en exclusivité les grands enseignements de l'enquête menée par l'Institut Terram et Rura sur la mobilité géographique et sociale de la jeunesse rurale. Une enquête pour comprendre les paradoxes et les défis de cette jeunesse, victime majeure de l'inégalité des chances. Entre assignation à résidence et appel de l'ailleurs : comment les mobilités des jeunes ruraux sont-elles déterminées par leur lieu de naissance ?

NOTRE MANIFESTE

« Les territoires, loin du prétexte, doivent devenir une solution » : le think tank Terram se lance

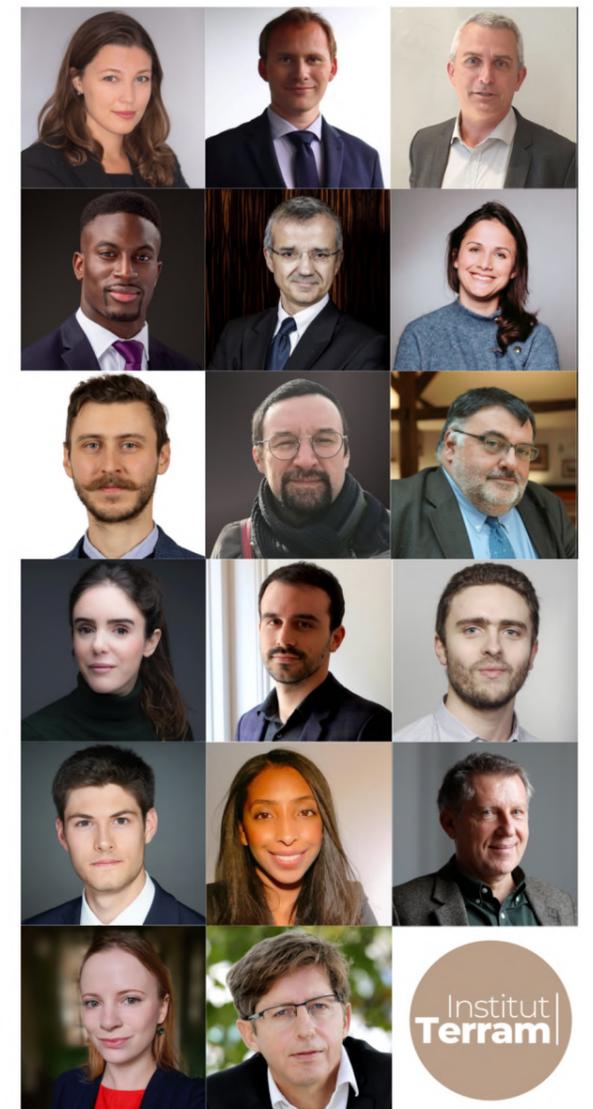
C'est une alerte et une proposition de solutions. Qui passeront par les territoires. « La singularité du moment invite à changer d'approche et à conjuguer l'unité du pays avec la diversité de ses composantes et sa complexité géographique, constitutives de notre identité historique », écrivent les signataires de la tribune que Ouest-France publie.

« C'est dans cet esprit que nous, chercheurs, experts, représentants d'entreprises, fonctionnaires et acteurs de la société civile, lançons l'Institut Terram. » Son objectif : « Penser, innover, agir pour nos territoires » en publiant « des travaux à caractère scientifique ».

« Notre ambition est d'analyser au plus près ce qui taraude la société, en particulier la quête de sens et d'ancrage des individus », écrivent-ils ci-dessous. L'Institut Terram indique se reposer sur quatre valeurs : territoires, innovation, démocratie, indépendance.

TRIBUNE COLLECTIVE, OUEST-FRANCE

Salomé Berlioux – directrice général de Rura (ex-Chemins d'Avenirs), Benjamin Boutin – président d'honneur de Francophonie sans frontières, Jean Coldefy – président du conseil scientifique de France Mobilités, Victor Delage – fondateur de l'Institut Terram, Édouard Dequeker – géographe-économiste, Franck Gbaguidi – expert environnement et développement durable, programme mondial de sécurité alimentaire et hydrique, Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), Patrice Geoffron – professeur à l'université Paris-Dauphine-PSL, Aurélie Jean – scientifique, entrepreneure et autrice, Thomas Jerejian – fondateur de Juste répartition, Fadila Leturq – cheffe du campus du numérique public, Jacques Lévy – géographe, chercheur en science du social, Loïse Lyonnet – experte des enjeux culturels et territoriaux, Sylvain Manternach – géographe-cartographe, Nicolas Portier – enseignant à l'École urbaine de Sciences Po, Jean-Luc Sauron – haut fonctionnaire, professeur à l'Université Paris Dauphine PSL, Anaïs Voy-Gillis – docteure en géographie.



Nos études

entre avril et décembre 2024

Entre avril et décembre 2024, l'Institut Terram a publié huit études visant à revitaliser l'analyse des dynamiques économiques, sociales et culturelles de nos territoires.

Ces travaux, portés par une approche pluridisciplinaire, fournissent des diagnostics précis et des pistes d'action opérationnelles pour les acteurs publics et privés. L'objectif est de nourrir le débat, d'éclairer la prise de décision et de promouvoir des initiatives concrètes, en plaçant l'expertise et la réflexion collective au cœur des transformations territoriales.

8

études en 2024



JUIN, JEAN-LUC SAURON



JUILLET, NICOLAS PORTIER



SEPTEMBRE, JÉRÔME FOURQUET ET SYLVAIN MANTERNACH



SEPTEMBRE, BENJAMIN BOUTIN



AVRIL, JEAN COLDEFY ET JACQUES LÉVY



MAI, FÉLIX ASSOULY, SALOMÉ BERLIOUX ET VICTOR DELAGE



OCTOBRE, RAPHAËL LLORCA



NOVEMBRE, VICTOR DELAGE

« LA PREMIÈRE ÉTUDE DE L'INSTITUT TERRAM, NOUVEAU THINK TANK DÉDIÉ À L'ÉTUDE DES TERRITOIRES, APPORTE UNE PISTE CONCRÈTE FACE AU MILLEFEUILLE TERRITORIAL ET À L'INADÉQUATION ENTRE BASSINS DE VIE ET GOUVERNANCE LOCALE. »

Marianne

AVRIL 2024

RÉFORME TERRITORIALE : POUR UNE DÉMOCRATIE LOCALE À L'ÉCHELLE DES BASSINS DE VIE

JEAN COLDEFY

JACQUES LÉVY

Mettre les territoires en mouvement : une feuille de route

Notre pays a connu de nombreuses réformes territoriales depuis trente ans. Preuve s'il en est que le dispositif actuel est jugé perfectible, huit lois ont été votées sur le sujet entre 2014 et 2022, soit une par an. Cette étude dresse un diagnostic du dispositif actuel de gouvernance territoriale et trace des perspectives de possibles réformes. Elle tente de prendre en compte des situations parfois contradictoires, sans verser dans les simplifications.

Les Français d'aujourd'hui vivent dans différents espaces – local, régional, national, européen, mondial – et le point de départ de notre réflexion est que chacun de ces niveaux mérite d'opérer comme un échelon politique de qualité, en phase avec la société au service de laquelle il est et capable d'apporter sa contribution aux dynamiques de développement et de justice qui s'y jouent. Nous nous situons dans une perspective de pertinence (comment faire au mieux en chaque lieu ?) et de complémentarité (comment s'assurer que l'architecture géographique des pouvoirs fonctionne bien comme un lieu à somme positive ?).

« REMETTRE L'HABITANT AU CENTRE EST UNE PRIORITÉ DÉMOCRATIQUE. ET CELA CONDUIT NATURELLEMENT À CONSIDÉRER SON ESPACE DE VIE. »

JEAN COLDEFY ET JACQUES LÉVY

FOCUS

Présentation du rapport à l'OCDE

PARIS, 19 SEPTEMBRE 2024

Jean Coldefy et Jacques Lévy, coauteurs de l'étude *Réforme territoriale : pour une démocratie locale à l'échelle des bassins de vie* pour l'Institut Terram, ainsi que Victor Delage, fondateur du think tank, ont été invités par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à présenter leur travail. Les discussions se sont d'abord concentrées sur un diagnostic du système actuel de gouvernance territoriale en France, puis ont exploré les pistes de réformes possibles, notamment dans les domaines de l'aménagement, des mobilités et du logement.





ÉVÉNEMENT ASSOCIÉ



Logement, mobilités et occupation des sols : le communalisme en question

LYON, 5 NOVEMBRE 2024

Victor Delage a participé aux Journées de l'Économie à Lyon pour débattre aux côtés de Jean Coldefy, Jacques Lévy et Lily Munson des enjeux de l'aménagement, des mobilités et du logement sous l'angle du communalisme. Les débats autour de la réforme territoriale de 2024 se concentrent sur les strates du « millefeuille territorial », le rôle des régions, des départements, des communes et de leurs compétences. Mais ce qui distingue la France de ses voisins européens n'est pas la complexité de ces niveaux, mais le nombre élevé de communes : la France en compte autant que tout le reste de l'Europe réuni.

Au début du XXe siècle, la taille des communes correspondait à une distance de quatre kilomètres parcourue chaque jour ; aujourd'hui, ce rayon a été multiplié par dix, et le « bassin de vie » — où l'on réside, travaille et se divertit — s'étend au-delà des limites communales vers des aires urbaines.

C'est à cette échelle que se jouent les principaux enjeux actuels : mobilité (premier poste d'émissions de GES et seul secteur sans baisse en 30 ans), aménagement du territoire face à la crise du logement et l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN), développement économique, cohésion sociale et vieillissement de la population.

Cependant, cette échelle territoriale n'a pas de représentation démocratique claire, entraînant une multiplicité de coopérations entre communes, départements et régions, souvent source de complexité et de confusion pour les citoyens. En outre, l'autonomie financière des collectivités s'est réduite, les rendant de plus en plus dépendantes de l'État, avec un budget représentant 11 % du PIB en France contre 35 % en moyenne en Europe.

Ainsi, la réforme territoriale doit répondre à un double défi : instaurer une gouvernance locale plus efficace et rééquilibrer les rapports entre l'État et les collectivités. Comment construire des territoires plus justes et performants tout en renouvelant la démocratie locale, notamment pour les questions de mobilité, d'aménagement et de logement ?

REVUE PRESSE



RÉFORME TERRITORIALE : LA « FRANCE DES 36 000 CLOCHERS » A-T-ELLE FAIT SON TEMPS ?

JACQUES LÉVY, RONAN PLANCHON



MILLE-FEUILLE TERRITORIAL : « AUJOURD'HUI, L'ÉCART EST BÉANT ENTRE L'ESPACE VÉCU ET L'ESPACE POLITIQUE »

JEAN COLDEFY, JACQUES LÉVY, ETIENNE CAMPION



LE RAPPORT QUI VEUT DIVISER LE NOMBRE DE COMMUNES PAR QUARANTE

JEAN-BAPTISTE FORRAY



C'EST À L'ÉCHELLE DE L'AIRE URBAINE QUE L'ON DOIT ORGANISER LA GOUVERNANCE TERRITORIALE

LA RÉDACTION



« L'INSTITUT TERRAM ET CHEMINS D'AVENIRS PUBLIE UNE ÉTUDE PASSIONNANTE SUR LA MOBILITÉ DE LA JEUNESSE RURALE, OÙ LA DISTANCE FAÇONNE LES DESTINS DE CES JEUNES. »

LE FIGARO

MAI 2024

JEUNESSE ET MOBILITÉ : LA FRACTURE RURALE

FÉLIX ASSOULY

SALOMÉ BERLIOUX

VICTOR DELAGE

La mobilité des jeunes ruraux : entre ambitions et injonctions contradictoires

Si les ruraux grandissent dans des contextes et des paysages différents les uns des autres, la faible densité de leurs territoires et leur éloignement des métropoles façonnent leur existence. Ces réalités forgent une expérience commune, une communauté de destins entre eux tous. Quand tout est loin, quand les transports sont plus difficiles d'accès, quand chaque déplacement prend du temps, quand la voiture est un impératif, votre existence est nécessairement différente de celle d'un urbain.

Cette enquête, menée par l'Institut Terram et Chemins d'avenirs avec l'Ifop, a été menée auprès de deux échantillons : 2 039 jeunes ruraux de 15 à 29 ans ; 2 027 jeunes de 15 à 29 ans représentatifs de la population française, incluant 1 079 citadins. Chiffres à l'appui, l'étude fait état d'une jeunesse rurale dont le quotidien est sous-tendu par l'éloignement. Des trajets pour aller vers : vers l'école, vers les amis, vers le médecin, vers la culture, vers les études, vers le travail... Des trajets qui, lorsqu'ils sont contraints pour des raisons économiques ou d'accès difficile aux transports, ferment les portes une à une.

« COMPRENDRE LA MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE ET SOCIALE DES JEUNES RURAUX DOIT DEVENIR UNE PRIORITÉ. »

FÉLIX ASSOULY, SALOMÉ BERLIOUX ET VICTOR DELAGE

FOCUS

Présentation du rapport à l'Élysée

PARIS, 28 MAI 2024

Salomé Berlioux et Victor Delage, coauteurs avec Félix Assouly de l'étude *Jeunesse et mobilité : la fracture rurale*, ont été invités par l'Élysée à présenter leur travail. Les discussions se sont d'abord concentrées sur la méthodologie inédite de l'enquête, de grande précision pour mieux appréhender les espaces ruraux. Après avoir exposé les défis majeurs liés à la mobilité des jeunes ruraux – marqués par des contraintes économiques, sociales et territoriales qui influencent profondément leurs choix de vie – ils ont proposé des pistes concrètes pour réduire ces inégalités et améliorer l'accès à la mobilité.





ÉVÉNEMENT ASSOCIÉ

Mobilité en milieu Journées d'été des écologistes 2024

TOURS, 24 AOÛT 2024

Victor Delage a participé à une table ronde intitulée « Mobilité en milieu rural » à l'occasion des Journées d'été des écologistes à Tours. Cet événement a permis de réfléchir aux enjeux persistants de la mobilité en dehors des grands centres urbains, six ans après la crise des gilets jaunes. Cet échange a réuni des experts et des acteurs engagés pour identifier des pistes concrètes afin de promouvoir des solutions de mobilité adaptées à tous.

ÉVÉNEMENT ASSOCIÉ

Jeunesse et égalité des territoires Université d'été du Laboratoire de la République

AUTUN, 29 AOÛT 2024

La première Université d'été du Laboratoire de la République, tenue à Autun, a réuni 500 participants sur le thème « Jeunesse et égalité des territoires ». Jean-Michel Blanquer a ouvert l'événement en appelant à une cohésion nationale renforcée. Victor Delage a participé à une table ronde intitulée « Politiques publiques et égalité des territoires » aux côtés de plusieurs responsables locaux.



ÉVÉNEMENT ASSOCIÉ

Comment les contraintes de mobilité impactent les jeunes ruraux ?

CLERMONT-FERRAND, 30 SEPTEMBRE 2024



Victor Delage a présenté les principaux enseignements de l'étude *Jeunesse et mobilité, la fracture rurale* lors d'une table ronde à Clermont-Ferrand. À cette occasion, il a échangé avec plusieurs experts du territoire : Nathalie Andrivon et Raymond Collet de la Plateforme des Mobilités du Puy-de-Dôme, ainsi que Damien Caillard, fondateur du média local engagé Tikographie.

REVUE PRESSE



« LES JEUNES RURAUX PASSENT
2 H 30 PAR JOUR DANS LES
TRANSPORTS, SOIT 42 MINUTES
DE PLUS QUE LES URBAINS
DU MÊME ÂGE »

LA RÉDACTION

Le Monde

POURQUOI LA DÉGRADATION DE
L'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS
NOURRIT-ELLE
LE VOTE POUR LE RN ?

CAMILLE BORDENET

LE FIGARO

« L'ASSIGNATION À
RÉSIDENCE DES JEUNES
RURAUX LES DÉTOURNE
DES PARTIS
TRADITIONNELS »

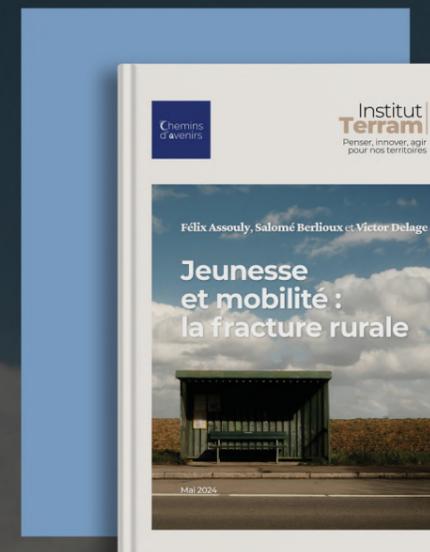
SALOMÉ BERLIOUX, VICTOR DELAGE,
RONAN PLANCHON

Europe 1

« GRANDIR EN MILIEU RURAL,
C'EST ÊTRE LOIN DES
OPPORTUNITÉS » SELON
VICTOR DELAGE

VICTOR DELAGE, DIMITRI PAVLENKO

CHIFFRES CLÉS



36 700 TÉLÉCHARGEMENTS
DE L'ÉTUDE

RETOMBÉES DANS
LES MEDIAS 118

26M D'AUDIENCE
CUMULÉE

VUES SUR LES
RÉSEAUX SOCIAUX +6M

« UNE ÉTUDE ESSENTIELLE POUR COMPRENDRE L'INCROYABLE RICHESSE
DES OUTILS MOBILISÉS AU BÉNÉFICE DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE. »



JUIN 2024

PROMOUVOIR LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE POUR UNE INTÉGRATION EUROPÉENNE EFFICACE

JEAN-LUC SAURON

La coopération transfrontalière, une combinaison d'initiatives territoriales, nationales et européennes

La richesse des outils déployés au service de la coopération transfrontalière est un sujet trop rarement mis en lumière dans le débat public. Les régions frontalières intérieures couvrent 40 % du territoire de l'Union européenne, représentent 30 % de sa population (150 millions d'habitants vivent dans ces zones), produisent près du tiers de son produit intérieur brut et recèlent un fort potentiel de dynamisation de ses économies. L'Union européenne compte au total 2,09 millions de travailleurs frontaliers, c'est-à-dire travaillant dans un autre pays que leur pays de résidence et rejoignant leur domicile au moins une fois par semaine. La France est le pays de l'Union européenne qui compte le plus grand nombre de ces travailleurs (443 825 en 2020).

Prudemment commencée au début des années 1980 sous les auspices du Conseil de l'Europe, la marche vers la coopération transfrontalière s'est appuyée sur des structures juridiques facilitant la coopération entre collectivités territoriales de deux ou de plusieurs États. Mais, au-delà du cocktail innovant de droit national, de droit conventionnel classique et de droit de l'Union européenne qui caractérise la coopération transfrontalière, les États membres gardent la responsabilité et la capacité de trouver les solutions adéquates aux difficultés du quotidien qu'affrontent leurs citoyens frontaliers en matière d'accès aux structures de santé, aux marchés du travail ou d'utilisation des modes de transport les plus commodes.

« LA SOLUTION VIENDRA
DE LA COMBINAISON
D'INITIATIVES PROVENANT
DES ACTEURS
TERRITORIAUX, ÉTATIQUES
ET EUROPÉENS. »

JEAN-LUC SAURON

L'Union européenne n'est qu'un facilitateur financier ou juridique. Selon l'auteur, il est temps que les quelque 8 millions de Français vivant dans les régions frontalières prennent conscience que les difficultés qu'ils rencontrent ne sont pas à imputer à un Bruxelles chargé de tous les maux mais plutôt à l'inconséquence de leur gouvernement ou de leurs collectivités locales. La solution viendra non pas de l'exercice solitaire et unilatéral du pouvoir national mais de la combinaison intelligente d'initiatives provenant des acteurs territoriaux, étatiques et européens.

Ce rapport se termine par une feuille de route d'une Europe au service des citoyens autour de dix propositions articulant les actions relevant, d'une part, des États membres et de leurs collectivités territoriales et, d'autre part, de l'Union européenne, pour conforter cette Europe des solutions au bénéfice des citoyens qui restent à l'initiative dans une Europe bottom-up.



- Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme
- Centre National de la Fonction Publique Territoriale
- Fédération des PNR
- France Travail Direction Générale

- ### Catégorie d'adhérents
- Etats
 - Régions, cantons ou communautés autonomes
 - Départements ou provinces
 - Groupements plurinationaux de collectivités territoriales
 - ★ Dont: Groupements européens de coopération territoriale (GECT)
 - Groupements de collectivités territoriales
 - Communes
 - Entreprises et CCI
 - Fédérations et agences nationales
 - Agences d'urbanisme et pôles métropolitains
 - Associations de personnes morales et autres structures
 - Associations de personnes physiques et sociétés cooperatives d'intérêt collectif
 - Personnes physiques

ÉVÈNEMENT ASSOCIÉ

Coopération transfrontalière Commission européenne

PARIS, 2 OCTOBRE 2024

Jean-Luc Sauron, conseiller d'État et professeur associé à l'Université Paris-Dauphine PSL, était invité à la Représentation de la Commission européenne en France pour présenter son étude pour l'Institut Terram intitulée *Promouvoir la coopération transfrontalière pour une intégration européenne efficace*. Il a notamment pu échanger avec Jessica Larsson, cheffe de Représentation de la Commission européenne. Ce moment a été l'occasion d'aborder l'Europe du quotidien, celle que nous vivons tous à travers des projets transfrontaliers, la libre circulation, la collaboration économique et culturelle, ainsi que les réponses apportées aux défis communs. L'échange a permis de souligner l'importance de cette Europe des solutions, ancrée dans le concret, qui œuvre chaque jour à faciliter les relations entre les peuples et à renforcer le sentiment d'appartenance à un espace commun.



CHIFFRES CLÉS



7 700 TÉLÉCHARGEMENTS DE L'ÉTUDE

VUES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX **+ 350K**

300K D'AUDIENCE CUMULÉE



« PEU ÉTUDIÉ, LE RÔLE DES TRÈS PETITES ENTREPRISES DANS L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EST POURTANT CLÉ. UN RAPPORT DE L'INSTITUT TERRAM MONTRE LEUR IMPORTANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES. »

ouest
france

AOÛT 2024

TRÈS PETITES ENTREPRISES : UNE FORCE ÉCONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

NICOLAS PORTIER

Réévaluer et documenter les TPE, un besoin nécessaire

Consacrée à la place des très petites entreprises (TPE) dans l'économie française, cette étude mesure leur « part de marché » dans le parc des entreprises et l'emploi salarié privé, mais aussi leur rôle dans les processus de recomposition des tissus productifs. Proposant un regard géographique, elle montre que celles-ci contribuent à la création d'emplois dans la plupart des territoires français et jouent un rôle d'amortisseur des chocs dans les économies locales en contribuant à l'aménagement du territoire. Leur part dans l'emploi local est deux fois plus élevée dans les espaces de faible densité que dans les grandes agglomérations.

L'étude souligne également l'extrême hétérogénéité des projets entrepreneuriaux qui les inspirent, leurs avantages comparatifs et leurs points de fragilité, leurs secteurs d'expansion privilégiés. À travers une analyse dynamique, attentive au cycle de vie des entreprises, à leur développement spontané et aux phénomènes de croissance externe (rachats), l'étude met l'accent sur la fonction régénérative des TPE dans l'entrepreneuriat. En conclusion, l'étude formule un certain nombre de recommandations pour réévaluer le rôle des TPE, mieux les accompagner dans les phases post-crédation et optimiser leurs capacités contributives au développement économique local.

« LES TPE SONT
LES CHAMPIONNES
DE CRÉATIONS
D'EMPLOIS DANS
LES TERRITOIRES. »

NICOLAS PORTIER

FOCUS

Présentation du rapport au ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

PARIS, 28 AOÛT 2024

Victor Delage a présenté à Dominique Faure, ministre chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité, les enseignements clés de l'étude *Très petites entreprises : une force économique pour le développement des territoires*, écrite par Nicolas Portier.



Présentation du rapport au ministère de l'Économie et des Finances

PARIS, 12 NOVEMBRE 2024

Victor Delage a présenté à Antoine Armand, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, les enseignements clés de l'étude *Très petites entreprises : une force économique pour le développement des territoires*, écrite par Nicolas Portier.



ÉVÉNEMENT ASSOCIÉ

Très petites entreprises et territoires – Salon des maires

PARIS, 21 NOVEMBRE 2024

Lors du Salon des Maires et des Collectivités, Nicolas Portier a participé à une table ronde pour présenter son étude *Très petites entreprises : une force économique pour le développement des territoires*. Il y a mis en avant trois caractéristiques majeures :

- les TPE sont très connectées à l'économie de proximité, dite « présente », centrée sur la consommation locale ;
- la répartition géographique des TPE est ubiquitaire, leur poids dans l'emploi s'avérant même proportionnellement plus élevé dans les ruralités et les petites agglomérations que dans les métropoles, de même qu'il est plus significatif dans la moitié sud du pays ;
- le tissu des TPE, relativement stable, même s'il est constamment renouvelé par le turn over des créations et liquidations, joue un rôle de couche protectrice pour les économies locales et contribue à amortir les chocs des crises.

Un riche échange avec Françoise Gatel, ministre déléguée à la Ruralité, au Commerce et à l'Artisanat, Michel Picon, président de l'U2P, Laurence Porte, vice-présidente de l'Association des Petites Villes de France, maire de Montbard, Louis Pautrel, membre du Bureau de l'Association des Maires Ruraux de France, maire de Le Ferré et Diane Gallais, directrice adjointe des programmes Action Cœur de Ville à l'ANCTerritoires. La table ronde était animée par la journaliste Isabelle Moreau.



REVUE PRESSE



POURQUOI LES PETITES ENTREPRISES CRÉENT PLUS D'EMPLOIS QU'ON NE LE PENSE

MATHILDE GOLLA



NICOLAS PORTIER : « LES TPE ONT TOUT À GAGNER DE LA DÉCENTRALISATION DES RESPONSABILITÉS ÉCONOMIQUES »

NICOLAS PORTIER, ISABELLE VOGTENSBERGER



LES TPE ONT LE BON MODE D'EMPLOI

JÉRÔME PILLEYRE



TRÈS PETITES ENTREPRISES : CES AMIES QUI VEULENT DU BIEN AUX TERRITOIRES

ÉMILIE DENÈTRE

CHIFFRES CLÉS



22 100 TÉLÉCHARGEMENTS DE L'ÉTUDE

RETOMBÉES DANS LES MEDIAS 33

2M D'AUDIENCE CUMULÉE

VUES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX + 800K

« LE POLITOLOGUE JÉRÔME FOURQUET SIGNE AVEC LE CARTOGAPHE SYLVAIN MANTERNACH UNE ÉTUDE PASSIONNANTE POUR L'INSTITUT TERRAM, UN GROUPE DE RÉFLEXION CONSACRÉ À L'ÉTUDE DES TERRITOIRES. »

FRANC
TIREUR

SEPTEMBRE 2024

COMPRENDRE LA GÉOGRAPHIE DU VOTE RN EN 2024

JÉRÔME FOURQUET

SYLVAIN MANTERNACH

Décrypter l'ascension électorale inédite du Rassemblement national en 2024

Pour éclairer cette double spécificité géographique, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach adoptent une approche multiscalaire. Ils présentent tout d'abord une cartographie départementale innovante à travers la création d'un nouvel indice synthétique, « Immigration, Pauvreté et Insécurité » (IPI), qui regroupe les principales motivations du vote RN revendiquées par les électeurs eux-mêmes. Leur cartographie à l'échelle des communes et des bureaux de vote permet ensuite d'identifier d'autres facteurs explicatifs du vote RN, en particulier le capital résidentiel, c'est-à-dire la valeur et la désirabilité du lieu de résidence des individus.

FOCUS

La Une et une double page
et une double page dans *Le Figaro*

13 SEPTEMBRE 2024

Le Figaro consacre une place de choix à l'étude *Comprendre la géographie du vote RN en 2024*, avec une couverture en première page et un dossier riche en enseignements déployé sur les pages 4 et 5. Ce dossier, mêlant analyse approfondie et infographies claires, met en lumière les résultats clés du travail réalisé par Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach. Il présente une cartographie départementale innovante à travers la création d'un nouvel indice, « Immigration, Pauvreté et Insécurité » (IPI). Leur cartographie à l'échelle des bureaux de vote permet d'identifier d'autres facteurs explicatifs du vote RN, en particulier le capital résidentiel.

L'année 2024 a été marquée par une poussée sans précédent du vote en faveur du Rassemblement national (RN). En nombre d'électeurs comme en nombre de députés – à Paris et à Bruxelles –, le RN est le premier parti de France. Ce chamboulement appelle à une radiographie territoriale du vote RN qui sous-tend cette montée en puissance et à un examen des implications pour l'avenir de notre système politique. La persistance de fortes disparités du vote RN selon, d'une part les régions et les territoires, et, d'autre part la taille de la commune, soulève des questions importantes.

« POUR LE VOTE RN, LES
PLAFONDS D'HIER SONT
DEVENUS LES
PLANCHERS
D'AUJOURD'HUI. »

JÉRÔME FOURQUET ET SYLVAIN MANTERNACH



MÉDIA ASSOCIÉ

Présentation du rapport au « 8h30 Franceinfo »

PARIS, 16 SEPTEMBRE 2024

Jérôme Fourquet était l'invité de la matinale de Franceinfo pour présenter son étude *Comprendre la géographie du vote RN en 2024*. Il est notamment revenu sur sa notion de « capital résidentiel » – la valeur et la désirabilité du lieu dans lequel réside un individu et dont le mètre-étalon est le prix du mètre carré – qui lui semble particulièrement pertinent pour analyser le vote RN. Ce sont les endroits les moins désirables où le vote RN va être le plus important.



ÉVÉNEMENT ASSOCIÉ

Ce que les politiques ne voient pas – Call Pol

PARIS, 30 OCTOBRE 2024

Dans les campagnes, une jeunesse lutte pour étudier, trouver un emploi, se loger, se divertir – avec tous les obstacles inhérents, liés à la mobilité. Qui les écoute ? Dans ces zones parfois perçues comme moins désirables, certains se tournent vers le RN pour enfin être entendus. Les politiques saisissent-ils ce que signifie grandir en dehors des villes ? Dans ce contexte, Victor Delage a participé à une table ronde intitulée « Sous les inégalités territoriales, une jeunesse oubliée » au Ground Control, avec Salomé Berlioux, Benjamin Morel, Anne-Claire Ruel, Ronan Planchon, Nina Jackowski et Marie-Pierre Haddad.



REVUE PRESSE



VOTE RN : LES PLAFONDS SONT DEVENUS DES PLANCHERS

JÉRÔME FOURQUET, ANNE DENIS



APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET LÉGISLATIVES, COMMENT POUVONS-NOUS NOUS RÉCONCILIER ?

VICTOR DELAGE, MATHIEU HANOTIN, FRÉDÉRIC WORMS



AUTREFOIS CONTESTATAIRE, LE VOTE RN EST DE PLUS EN PLUS UNE MARQUE D'ADHÉSION

LA RÉDACTION



PLUS ON S'ÉLOIGNE DES CENTRES URBAINS, PLUS LE RASSEMBLEMENT NATIONAL FAIT SON LIT.

LA RÉDACTION

CHIFFRES CLÉS



« CETTE ÉTUDE EST INCONTOURNABLE POUR CELLES ET CEUX QUI VEULENT EN SAVOIR DAVANTAGE SUR LES ACTEURS ET LES INITIATIVES SUR NOS TERRITOIRES QUI CONTRIBUENT À DIFFUSER CETTE LANGUE QUE 321 MILLIONS DE LOCUTEURS ONT EN PARTAGE. »

Marianne

SEPTEMBRE 2024

FRANCOPHONIE DES TERRITOIRES : ANCRAGE LOCAL, RAYONNEMENT INTERNATIONAL

BENJAMIN BOUTIN

Une cartographie inédite de la Francophonie des territoires

La Francophonie se construit à l'échelle interétatique mais aussi dans les collectivités territoriales. En France, le siège des grandes institutions francophones se trouve dans la capitale mais cette étude invite à décentrer le regard vers les régions de l'Hexagone et d'Outre-mer où des personnalités, des associations et des institutions font vivre une « Francophonie des territoires ». Celle-ci n'est que rarement abordée par les politiques, les médias ou les programmes scolaires, alors même qu'elle sert nos intérêts fondamentaux d'accès à la culture, de cohésion, d'attractivité ou encore d'intégration républicaine.

Cette étude révèle les facteurs de succès de cette Francophonie des territoires qui se construit par adhésion à l'objet affinitaire et fédérateur de la langue française mais aussi par intérêt à l'égard des cultures francophones. Elle met en avant les initiatives locales et les festivals qui contribuent au dynamisme de nos régions francophones. Elle cartographie les acteurs publics et privés qui l'animent, offrant une vue de l'écosystème existant. Elle souligne l'importance de la langue française et des langues régionales pour la cohésion des territoires. Elle formule des recommandations afin de renforcer sa dynamique, en favorisant la synergie de projets et de moyens, la mise en place de réseaux et de projets structurants.

« LES ASSOCIATIONS
DE LA FRANCOPHONIE
JOUENT UN RÔLE
ESSENTIEL DANS LA
PROMOTION DE LA
LANGUE FRANÇAISE
ET DE SES VALEURS. »

BENJAMIN BOUTIN

FOCUS

Présentation du rapport sur TV5Monde

PARIS, 28 AOÛT 2024

Benjamin Boutin était l'invité de TV5Monde pour présenter son étude *Francophonie des territoires : ancrage local, rayonnement international*. Selon lui, « la Francophonie incarne non seulement un idéal humaniste, mais elle est également un outil concret. Elle constitue un levier multilatéral puissant pour aborder des enjeux cruciaux sur nos territoires tels que le développement durable, le rayonnement culturel, la solidarité ou encore l'intégration. »





REVUE PRESSE

TV5MONDE

**ÉDITION SPÉCIALE SUR
LE SOMMET DE LA
FRANCOPHONIE**

BENJAMIN BOUTIN

Marianne

**BENJAMIN BOUTIN :
« LA FRANCOPHONIE NOUS
DÉCLOISONNE, NOUS DÉSENCLAVE »**

BENJAMIN BOUTIN, ETIENNE CAMPION

laGazette

**LA FRANCOPHONIE SE
CONSTRUIT AUSSI À
L'ÉCHELLE LOCALE**

BENJAMIN BOUTIN, ROMAIN GASPAR

**LE PETIT
JOURNAL.COM**

**FRANCOPHONIE DES TERRITOIRES :
ENTRE ENRACINEMENT LOCAL ET
OUVERTURE INTERNATIONALE**

BERTRAND DE PETIGNY

ÉVÉNEMENT ASSOCIÉ

Présentation du rapport
au Sénat

PARIS, 1^{ER} OCTOBRE 2024

Victor Delage et Benjamin Boutin, auteur de l'étude *Francophonie des territoires : ancrage local, rayonnement international*, ont présenté cette publication de l'Institut Terram au Sénat. Le public a également eu l'opportunité d'assister en avant-première à l'émission *Destination Francophonie spéciale France*, présentée par Ivan Kabacoff pour TV5Monde. Cet événement était organisé par les sénateurs Mickaël Vallet et Yan Chantrel ainsi que le Groupe d'étude Francophonie, en partenariat avec l'Institut Terram et TV5Monde.

**QUELLE EST LA PLACE
DE LA FRANCOPHONIE
EN FRANCE ?**



En prélude au XIXe Sommet de la Francophonie à Villers-Cotterêts, les 4 et 5 octobre 2024

M. Yan Chantrel

Sénateur représentant les Français établis hors de France

M. Mickaël Vallet

Sénateur de la Charente-Maritime (Nouvelle Aquitaine)

ont le plaisir de vous convier à **une soirée spéciale sur la francophonie en France** avec

La projection en avant-première de Destination Francophonie

le magazine de voyage de TV5MONDE qui propose un **Tour de France de la francophonie**

La présentation d'une étude de l'Institut Terram sur la francophonie des territoires

écrite par **Benjamin Boutin**

MARDI 1^{ER} OCTOBRE 18H30

Au Sénat | Salle Médicis | 15ter rue Vaugirard | Paris 5

Une pièce d'identité sera demandée à l'entrée.

RSVP : m.vallet@senat.fr



CHIFFRES CLÉS

8 300 TÉLÉCHARGEMENTS DE L'ÉTUDE

RETOMBÉES DANS LES MEDIAS **11**

1M D'AUDIENCE CUMULÉE

VUES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX **+ 650K**



« DANS UNE ÉTUDE POUR L'INSTITUT TERRAM ET LA FONDATION JEAN JAURÈS, RAPHAËL LLORCA S'INTÉRESSE AU RÔLE DES MARQUES DANS LA CONSTRUCTION D'UN « IMAGINAIRE TERRITORIAL », C'EST-À-DIRE DES REPRÉSENTATIONS ET RÉCITS ASSOCIÉS AUX TERRITOIRES. »

Le Monde

OCTOBRE 2024

L'IMAGINAIRE TERRITORIAL DES MARQUES

RAPHAËL LLORCA

Les marques, nouveaux acteurs dans la représentation des territoires

Aux côtés du cinéma, de la télévision et de la littérature, il apparaît que les marques sont devenues l'une des instances principales de sécrétion d'imaginaires territoriaux. Dans le tournant des années 2020, la référence géographique – le « local », le « terroir » et, plus largement, l'inscription d'une marque dans un territoire – est en effet devenue une figure imposée du discours publicitaire. Des enseignes de la grande distribution aux assureurs, des banques au service public, des chaînes de fast-food aux services de VTC, le local s'est imposé comme l'un des territoires de communication les plus utilisés dans la publicité, tous secteurs confondus, si bien que l'on peut parler d'un « tournant territorial des marques ». Pour quelles raisons ? L'étude en explore plusieurs : réponse à la demande de proximité de la part du consommateur, instrumentalisation du local pour invisibiliser des pratiques contestées ou encore volonté de « devenir un lieu » à l'ère où, à l'inverse, la mondialisation transformait les grandes marques en « non-lieux ».

Ces dernières années, les mots, les images, les analogies, les métaphores, les récits et les représentations associés aux territoires, tout ce que l'on nommera l'« imaginaire territorial », est en profonde reconfiguration sous l'action de nouveaux jeux de force et de nouvelles interactions. Tout l'objet de cette étude est de se pencher sur la façon dont les marques commerciales contribuent à reconfigurer la représentation de certains territoires.

« LES IMAGINAIRES TERRITORIAUX DES MARQUES ONT DES EFFETS SOCIOPOLITIQUES À TRAVERS LEURS DISCOURS, IMAGES ET UNIVERS GRAPHIQUES. »

RAPHAËL LLORCA

MAKING-OF DES COUVERTURES TESTÉES PAR JEAN-LAURENT CASSELY VIA L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



CHAMPS LIBRES DÉBATS

«Les marques se sont mises à représenter les terroirs parce que les politiques ont échoué à le faire»

REPORTAGE DE RAPHAËL LLORCA

LE FIGARO - Le « local » et le « terroir »... L'imposant décalage entre l'un des espaces de communication les plus utilisés dans la publicité, expliquer vous-même un peu de ce qui se passe...

On conçoit immédiatement des représentations jaillissant dans l'esprit du consommateur qui se saisissent intuitivement sans qu'il ait à réfléchir. Mais ce faisant, les marques occultent et effacent les territoires, évoluent, et je vois la une forme de piége, qui consiste à laisser penser que les territoires ont une logique atemporelle. Rares sont les marques qui font évoluer les représentations comme Héroïc, qui concourent à l'ère en région parisienne. Ce YTC s'est donné comme objectif de donner une autre image de la banlieue...



RAPHAËL LLORCA

« Jusqu'à présent, la province était représentée dans la littérature comme l'espace de l'ennemi... c'est Madame Bovary qui s'immerse en province et rêve de la vie à la capitale. Rien n'a changé... si l'on veut devenir quelqu'un dans ce vaste monde »

avec la nature, « accordait au rythme des saisons »... La fonction de Jean Pierre Perraud, d'après les Houellebecq, était précisément, en parlant des territoires, d'ignorer le terroir du téléspectateur face à la violence du monde.

MÉDIA ASSOCIÉ

Une page dans Le Figaro

27 OCTOBRE 2024

Entretien de Raphaël Llorca par Ronan Planchon au sujet de son étude L'imaginaire territorial des marques (Institut Terram, Fondation Jean Jaurès, octobre 2024).

REVUE PRESSE

Le Monde

« TERROIR WASHING » : LES EFFETS SOCIOPOLITIQUES DE L'INSTRUMENTALISATION ACCRUE DES TERRITOIRES FRANÇAIS PAR LES MARQUES

CAMILLE BORDENET

LA MONTAGNE

LA REPRÉSENTATION DE NOS TERRITOIRES EST AUJOURD'HUI DE PLUS EN PLUS FAÇONNÉE PAR LES MARQUES

JULIEN RAPEGNO



RAPHAËL LLORCA : « LES MARQUES SONT DEVENUES L'UNE DES PRINCIPALES SOURCES D'IMAGINAIRES TERRITORIAUX »

RAPHAËL LLORCA, ETIENNE CAMPION



RAPHAËL LLORCA : « LE TERRITOIRE EST DEvenu UNE FIGURE IMPOSÉE DU DISCOURS PUBLICITAIRE »

RAPHAËL LLORCA, FRÉDÉRIC THÉRIN

MÉDIA ASSOCIÉ

Double page dans The Times

31 OCTOBRE 2024

Cashing in on rural France? That's terroir-washing, firms told

Businesses are seeking a public relations makeover by claiming to be rooted in the French countryside, a report says. Adam Sage, Paris. For centuries, French literature has portrayed Paris as a magnet for heroes like D'Artagnan, who travels to the capital in search of adventure in The Three Musketeers, Alexandre Dumas's masterpiece.

Provincial life, on the other hand, has seemed to offer little other than the frustration endured by Emma Bovary, the bored housewife who is the heroine of Gustave Flaubert's 19th-century novel, Madame Bovary. Now, the French national narrative is being turned on its head by corporations seeking a public relations makeover by claiming to be rooted in the French countryside, according to a report. The report, published by the Jean-Jaurès Foundation and the Terram Institute, two influential think tanks, accuses US fast food chains and online giants, as



said its advertising campaigns in France, featuring hosts in small rural communities, were a "model of terroir-washing". Netflix has joined the movement too, signing an agreement with Atout France, the French tourist board, to promote regions, cities and monuments that feature in series such as Emily in Paris or Lupin. Llorca said Netflix tended to highlight châteaux and other sites associated with the ancient régime before the 1789 revolution. He said the campaign was "monarchic and bling-bling". French firms are on the same wavelength. All the country's main supermarket chains have followed the example of Carrefour, which developed a line of products advertising themselves as regional specialties under the Reflets de France label three decades ago. The label says it "honours French cuisine" with cider from Normandy, prune cake from Brittany and cod brandade from Nîmes. The report says that such labels perpetuate the fiction that French food remains anchored in local custom. Only 2 per cent of the food sold in supermarkets is of regional origin.

CHIFFRES CLÉS



« C'EST UN PARADOXE QUE VIENT SOULIGNER UNE ÉTUDE DE L'INSTITUT TERRAM, UN THINK TANK CRÉÉ PAR VICTOR DELAGE : SI LES RURAUX ACCORDENT UNE TRÈS GRANDE IMPORTANCE À LEUR CADRE DE VIE, ILS SONT ENCORE NOMBREUX À CONTINUER À JETER LEURS DÉCHETS DANS LA NATURE. »

TF1

NOVEMBRE 2024

LES RURAUX FACE AUX DÉCHETS SAUVAGES: PRINCIPES, PRATIQUES, ATTENTES

VICTOR DELAGE

Les territoires ruraux n'échappent pas aux déchets sauvages

Abandonnés dans les espaces publics ou en pleine nature, les types de déchets rencontrés dans ces zones sont les mêmes que dans les centres-villes : mégots de cigarette, chewing-gums, emballages alimentaires, bouteilles en plastique, canettes, trognons de fruit, et parfois des déchets plus volumineux laissés dans des zones naturelles ou agricoles. Tous, à des degrés divers, représentent une menace pour les écosystèmes locaux.

Les données mettent en lumière une dissonance entre principes et pratiques : si les habitants des campagnes, en première ligne face aux bouleversements environnementaux, affichent un profond respect pour leur cadre de vie et condamnent fermement les incivilités liées à l'abandon de déchets, une proportion non négligeable continue à pratiquer le *littering*. L'étude s'attache à décrypter ces mécanismes, tout en analysant les paradoxes qui persistent dans les pratiques de gestion des déchets en milieu rural. Elle s'intéresse enfin aux attentes des habitants en matière de solutions, révélant une aspiration commune à des mesures alliant infrastructures adaptées, sanctions dissuasives et sensibilisation renforcée.

« LES RURAUX ATTENDENT LA MISE EN PLACE DE SOLUTIONS COMPLÈTES ET PRAGMATIQUES, ALLIANT INFRASTRUCTURES ADAPTÉES, SANCTIONS ET SENSIBILISATION CONTINUE. »

VICTOR DELAGE

L'enquête a été administrée par Opinion Way et menée auprès d'un échantillon représentatif de 1 082 résidents ruraux français âgés de 18 ans et plus, définis comme les habitants de communes de moins de 2 000 habitants.

FOCUS

Présentation du rapport au Salon des maires

PARIS, 19 NOVEMBRE 2024

Victor Delage a présenté les principaux enseignements de son étude *Les ruraux face aux déchets sauvages : principes, pratiques, attentes* lors du Salon des maires. Il a insisté sur le fait que les enjeux liés aux déchets sauvages vont au-delà de la propreté des espaces : ils touchent au respect de l'environnement, au renforcement du lien social et, plus globalement, à l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural.



MÉDIA ASSOCIÉ

Présentation du rapport sur France Bleu

20 NOVEMBRE 2024

Victor Delage était invité sur France Bleu pour présenter les principaux enseignements de son étude *Les ruraux face aux déchets sauvages : principes, pratiques, attentes*. Il a notamment rappelé que les habitants des zones rurales attendent la mise en place de solutions complètes et pragmatiques, alliant infrastructures adaptées, responsabilisation des individus et éducation continue. Selon les données de l'étude, la moitié des ruraux (49 %) déplorent un manque d'infrastructures pour jeter leurs petits déchets dans leur commune et un quart (25 %) considère que le fonctionnement et l'utilité des points de collecte sont « incompréhensibles ».



ÉVÉNEMENT ASSOCIÉ

Présentation du rapport à La Gazette des communes

28 NOVEMBRE 2024

Victor Delage était invité par *La Gazette des communes* et Alcome pour présenter son étude *Les ruraux face aux déchets sauvages : principes, pratiques, attentes* aux côtés de Pierre-Etienne Delfly, Maud Rolland et François de Guillebon. Selon lui, la montée des pratiques de littering, largement relayées par une multitude d'articles ciblés dans la presse, a peu à peu sensibilisé l'opinion publique aux effets dévastateurs des déchets sur la biodiversité. Ce message est également porté par les réseaux sociaux, où associations, particuliers et élus locaux, y compris des maires, alertent régulièrement sur la situation. Cependant, le débat reste encore trop souvent centré sur les zones urbaines, perçues comme prioritaires. En milieu rural, la faible densité et l'idée que la nature peut « absorber » les déchets tendent à banaliser ces comportements.



REVUE PRESSE



DÉPÔTS SAUVAGES : « IL Y A UNE DISSOCIATION ENTRE LES PRINCIPES ET LES PRATIQUES », POUR LE FONDATEUR DE TERRAM

VICTOR DELAGE



DÉCHARGE SAUVAGE EN FRANCE RURALE : LES PRINCIPAUX POLLUEURS NE SONT PAS CEUX QU'ON IMAGINE

VICTOR DELAGE, ETIENNE CAMPION



DÉPÔTS SAUVAGES : 49% DES RURAUX DÉPLORENT UN MANQUE D'INFRASTRUCTURES POUR JETER LEURS PETITS DÉCHETS

MARIANNE ENAULT



LA DÉLINQUANCE ENVIRONNEMENTALE DANS LE VISEUR DES MAIRES

LA RÉDACTION

CHIFFRES CLÉS



10 800 TÉLÉCHARGEMENTS DE L'ÉTUDE

RETOMBÉES DANS LES MEDIAS 26

7M D'AUDIENCE CUMULÉE

VUES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX +4M

LE SON DES TERRITOIRES

« Le Son des Territoires » est le podcast de l'Institut Terram, dédié à l'exploration des initiatives, des défis et des perspectives qui façonnent nos espaces de vie.



CHIFFRES CLÉS

4

ÉPISODES

8 234

ÉCOUTES SUR
LES PLATEFORMES

18 234

CONSULTATIONS

870 000

VUES SUR LES
RESEAUX SOCIAUX



ÉPISODE 1

L'Institut Terram, le think tank des territoires

VICTOR DELAGE, AVRIL 2024

Victor Delage, fondateur de l'Institut Terram, partage l'histoire de la genèse de ce think tank. Il nous plonge dans les coulisses de sa création, évoquant les défis rencontrés, les moments clés, et les motivations profondes qui ont nourri ce projet. Il revient sur la dimension créative et innovante du processus, qui a marqué les six premiers mois de structuration et d'organisation de l'Institut. Il insiste sur la nécessité de porter une réflexion stratégique et une action concertée dans le domaine des enjeux territoriaux.



ÉPISODE 3

La Francophonie des territoires, un atout d'attractivité et de cohésion

BENJAMIN BOUTIN ET VICTOR DELAGE, OCTOBRE 2024

Benjamin Boutin et Victor Delage examinent comment la Francophonie peut constituer un véritable atout pour dynamiser nos collectivités. Ils abordent aussi le rôle des acteurs privés dans cette Francophonie de proximité, ainsi que les projets culturels, éducatifs et sociaux qui animent nos territoires, et surtout, les liens qu'ils créent entre les individus. Pour conclure, ils discutent des défis et des belles opportunités que cette Francophonie locale représente pour faire rayonner nos territoires à l'échelle internationale.

ÉPISODE 2

Comment repenser l'organisation territoriale de la France ?

JEAN COLDEFY, JACQUES LÉVY ET VICTOR DELAGE, MAI 2024

Une nouvelle réforme territoriale est annoncée. Le président de la République souhaite clarifier « l'action publique territoriale » et faire « des propositions ambitieuses ». Selon l'aveu même d'Emmanuel Macron, « les Français expriment le souhait d'une plus grande proximité de l'action des pouvoirs publics » et « ils ne s'y retrouvent plus » dans la complexité actuelle. Preuve s'il en est que le dispositif actuel est jugé perfectible, huit lois ont été votées sur le sujet entre 2014 et 2022, soit une par an.



Quel est le nœud gordien qui entrave notre gouvernance des territoires ? Quelle est la place de notre héritage dans cette configuration ? La France se distingue-t-elle réellement de ses voisins européens ? Quels sont les freins actuels à une organisation territoriale efficace ? Quelle stratégie adopter pour y répondre et mettre nos territoires en mouvement ?

Pour en parler, Victor Delage reçoit Jean Coldefy et Jacques Lévy, deux auteurs de l'Institut Terram qui préconisent de faire coïncider les communes avec l'échelle des bassins de vie.

ÉPISODE 4

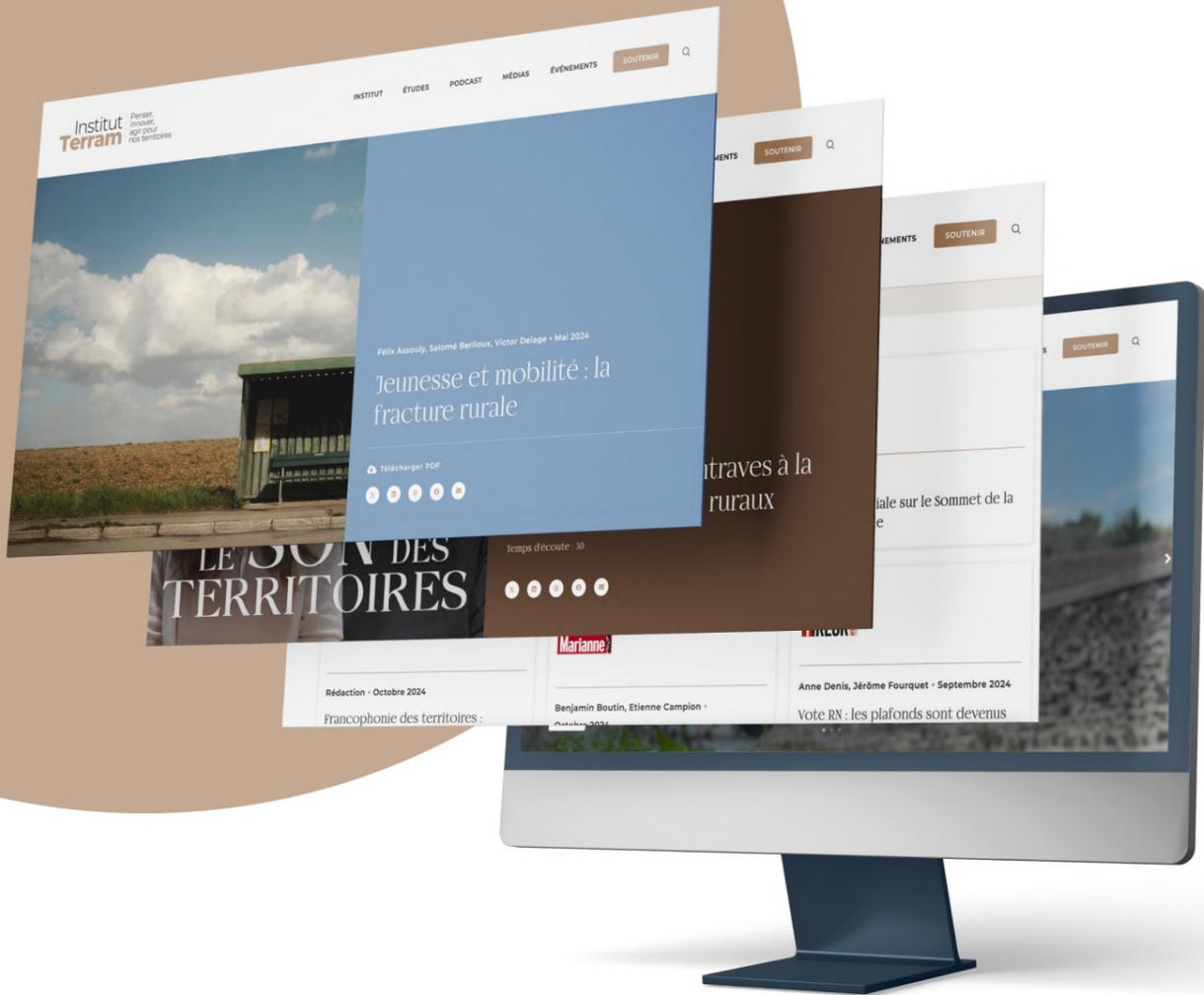
Lutter contre les entraves à la mobilité des jeunes ruraux

SALOMÉ BERLIOUX, FÉLIX ASSOULY ET VICTOR DELAGE, OCTOBRE 2024

Vivre loin des grandes villes, avec des infrastructures de transport limitées et des services essentiels éloignés, complique considérablement le quotidien des jeunes en milieu rural. Alors, quelle stratégie adopter ? Faut-il encourager les jeunes à partir pour saisir des opportunités ailleurs ? Les inciter à rester, malgré les obstacles ? Ou peut-être envisager un départ temporaire pour mieux revenir ensuite ? Et lorsqu'on part, comment conserver un lien avec ses racines ? En restant, peut-on réellement s'épanouir sans compromettre son avenir ? Ces interrogations sont au cœur de l'étude menée par l'Institut Terram et Chemins d'Avenir.

Salomé Berlioux, Félix Assouly et Victor Delage explorent ensemble les conséquences des entraves à la mobilité sur les jeunes des territoires ruraux : dépendance à la voiture, longues heures de transport, coût financier de la mobilité, difficultés d'accès aux services de base, sacrifices imposés... mais aussi, le rôle des politiques publiques pour soutenir le potentiel de ces jeunes. Des enjeux majeurs pour une génération tout aussi ambitieuse que celle des grandes villes, mais trop souvent laissée de côté.





Site Internet

— *et newsletter (avril-décembre 2024)*

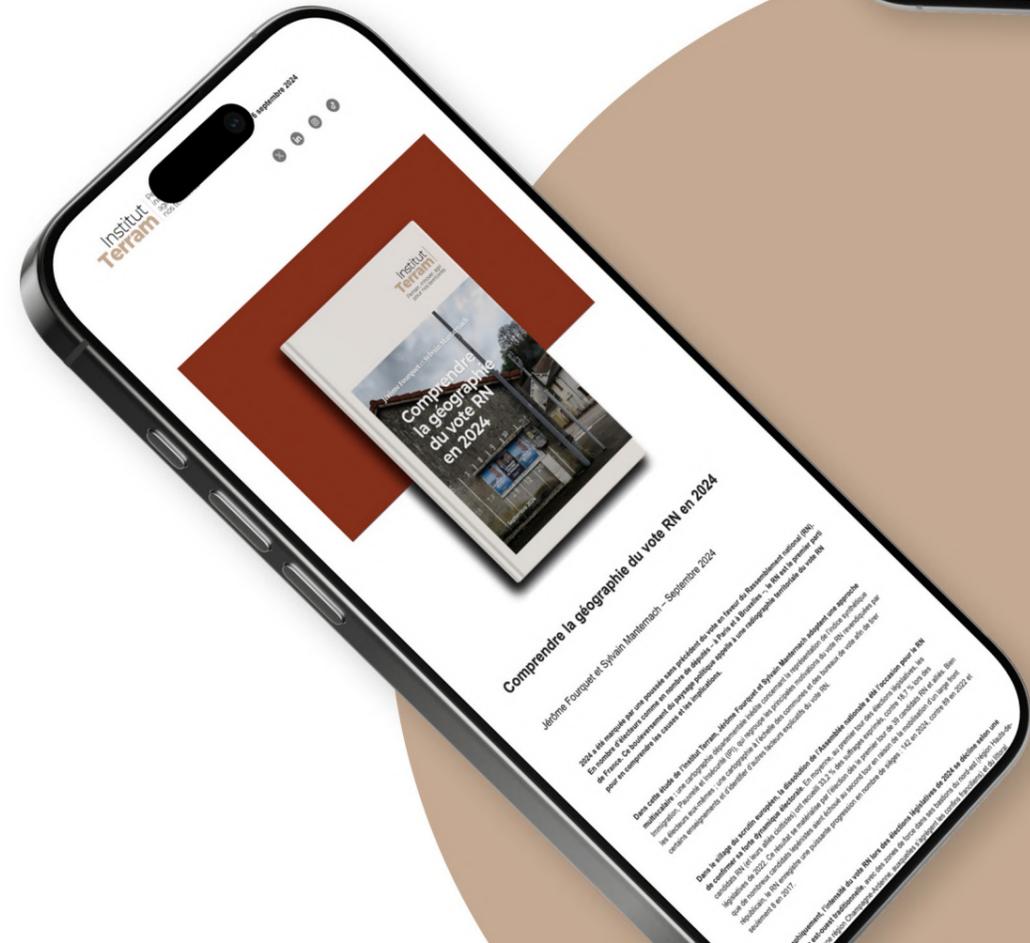
165K — TÉLÉCHARGEMENTS
DES ÉTUDES

728K — VISITEURS SUR
LE SITE INTERNET

8 — NEWSLETTERS
ENVOYÉES

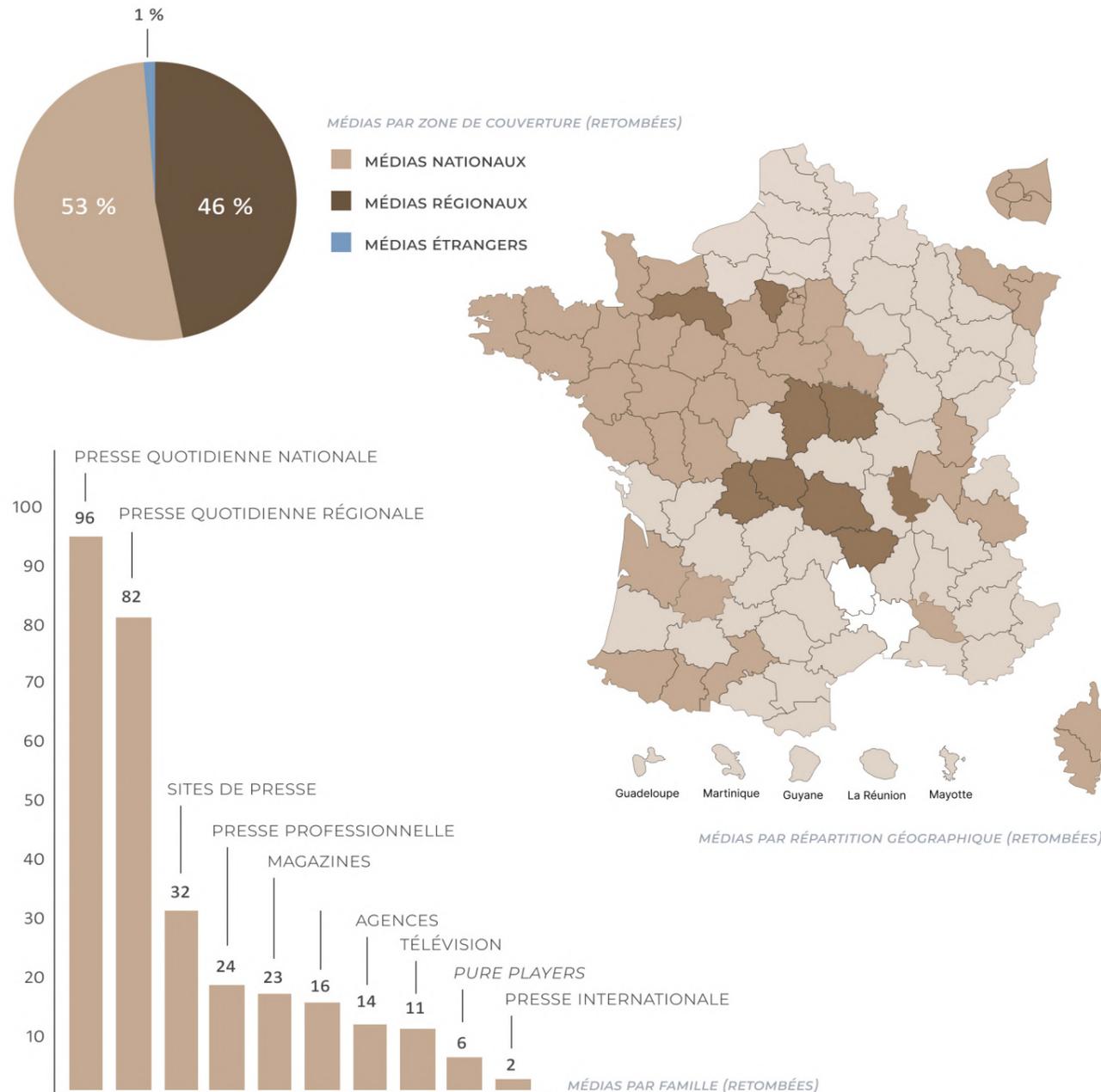
12K — ABONNÉ(E)S
À LA NEWSLETTER

3,7K — NOUVEAUX ABONNÉS
SUR LE DERNIER MOIS



NOS chiffres dans les médias

Les bilans-médias sont réalisés à partir d'articles, séquences et informations extraits des 115 000 documents médias traités chaque jour par Tagaday, première plate-forme de presse et autres médias français.



306

RETOMBÉES DANS LES MÉDIAS

20 405 251

LECTURES DES ARTICLES

726 497

D'EUROS-PUB ESTIMÉS

70 399 047

DE VUES

NOUS

soutenir

L'Institut Terram est une association de loi 1901 d'intérêt général à but non lucratif. L'appui des entreprises et des particuliers joue un rôle essentiel dans le développement de ses activités.

Vos dons permettent d'alimenter trois piliers fondamentaux :

01 S'ENGAGER POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Les contributions permettent de mener à bien la réalisation et la diffusion de recherches visant à comprendre les transformations et les dynamiques territoriales à l'œuvre. Les adhérents participent à la réflexion et à l'élaboration d'action.

02 DÉMOCRATISER L'ACCÈS AU SAVOIR

Le soutien des donateurs permet de rendre accessible gratuitement l'intégralité des travaux de l'Institut Terram : études exhaustives, recommandations opérationnelles, enquêtes d'opinion, compilations de données et séries de podcasts. La majorité des événements organisés sur différentes typologies de territoires sont ouverts au public.

03 GARANTIR NOTRE INDÉPENDANCE

L'Institut Terram s'engage à opérer en toute autonomie, sans affiliation politique. Ses propositions s'appuient sur des faits, des données, des analyses méticuleuses et un éventail varié d'expertises. La diversité de ses sources de financement garantit sa liberté d'action et d'expression, exempte de toute forme de dépendance ou d'influence extérieure.

Comment nous soutenir ?

DEVENIR ADHÉRENT

Pour les entreprises, il est possible d'adhérer à l'Institut Terram en s'acquittant d'une cotisation annuelle. Les entreprises adhérentes peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur les sociétés (ou le cas échéant sur l'impôt sur le revenu) au titre de leur cotisation, à hauteur de 60 %, dans la limite de 20 000 euros, ou 0,5 % du chiffre d'affaires hors taxe si ce dernier montant est plus élevé – au-delà de ce plafond, l'excédent est reporté sur les cinq exercices suivants et ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions (article 238 bis du Code général des impôts).

FAIRE UN DON

POUR LES PARTICULIERS

Les dons des particuliers peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable – au-delà de ce plafond, l'excédent est reporté sur les 5 années suivantes et ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions (article 200 du Code général des impôts).

Exemple : un don de 100 euros coûte 34 euros après réduction d'impôt.

POUR LES ENTREPRISES

Les dons des personnes morales de droit privé assujetties à l'impôt sur les sociétés (ou à l'impôt sur le revenu) peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 20 000 euros ou 0,5 % du chiffre d'affaires hors taxe si ce dernier montant est plus élevé – au-delà de ce plafond, l'excédent est reporté sur les 5 exercices suivants et ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions (article 238 bis du Code général des impôts).



INSTITUT TERRAM

97 RUE DE CHARONNE | 75011 PARIS

X in f @ d

INSTITUT-TERRAM.ORG

Institut
Terram |
Penser, innover, agir
pour nos territoires